

"Le pétrole, arme à double tranchant" dans Corriere della Sera (8 octobre 1973)

Légende: Le 8 octobre 1973, soit deux jours après le début de la guerre du Kippour opposant l'Égypte et la Syrie à Israël, le quotidien italien Corriere della Sera s'inquiète d'un possible embargo pétrolier imposé par les pays arabes producteurs de brut aux pays occidentaux consommateurs.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Ottone, Piero. 08.10.1973, n° 39; anno 12. Milano: Corriere della Sera. "Il petrolio arma a doppio taglio", auteur:Riva, Massimo , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_petrole_arme_a_double_tranchant_dans_corriere_della_sera_8_octobre_1973-fr-6e3c4b57-2c06-4788-b4e1-46a7bf2f9783.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Le pétrole, une arme à double tranchant

La guerre sur le canal de Suez fut, il y a encore quelques années de cela, l'une des hantises de l'Europe économique. Le blocage du canal de Suez était synonyme de restrictions sur les approvisionnements en pétrole pour les pays du vieux continent. Mais avec la guerre des six jours, le canal a perdu toute valeur stratégique: de gigantesques supertankers utilisent aujourd'hui régulièrement la route (plus sûre et plus praticable) du cap de Bonne-Espérance.

C'est pourquoi, hormis des réflexions purement politiques, les pays producteurs de pétrole qui approvisionnent l'Europe occidentale craignent moins aujourd'hui l'évolution du conflit au Moyen-Orient. Chacun sait combien les lois qui régissent le système économique international accordent peu de place aux considérations d'ordre moral. La perspective d'une nouvelle guerre entre Israéliens et Égyptiens a récemment fait l'objet d'analyses scrupuleuses lors d'une réunion qui s'est déroulée dans la plus grande discrétion à Oxford à l'instigation du célèbre institut britannique des études stratégiques. L'un des experts a soutenu qu'une guerre qui aurait mobilisé le monde arabe aux côtés de l'Égypte aurait pu avoir des effets positifs pour le marché du pétrole. Voilà des observations surprenantes, peut-être même cyniques, mais d'un grand intérêt.

Depuis quelques temps, nous assistons à un bras de fer serré entre les pays producteurs de pétrole et les pays consommateurs. À ce propos, aujourd'hui se tiendra à Vienne une nouvelle réunion sur les négociations des prix de l'or noir. Mais la question des prix n'est pas le seul point de divergence entre les parties. L'autre point, qui apparaît plus important sur le long terme, concerne les limitations que les pays arabes comptent imposer sur l'extraction de la précieuse matière première. Conscients du fait que les réserves en énergie du monde s'amenuisent à mesure que croît la demande de la part des pays industrialisés, les gouvernements arabes cherchent à exploiter au maximum les ressources que recèle leur sol.

Le conflit qui vient d'éclater dans le Sinaï menace, et surtout s'il devait se poursuivre, d'ébranler à sa source cette stratégie du rationnement. Une guerre exige des dépenses en armement et l'achat d'armes se paie en argent comptant: pour avoir davantage de répondant, il ne reste d'autre alternative aux pays arabes que d'augmenter l'offre en pétrole sur les marchés occidentaux.

Une évolution en ce sens aurait, selon certains économistes, également des effets bénéfiques sur la situation monétaire internationale. Les tensions spéculatives qui ont, ces dernières années, perturbé les échanges entre les valeurs européennes, et entre celles-ci et le dollar, ont été pour une grande part attribuées à la quantité de capitaux flottants, manipulés par les cheikhs du Moyen-Orient. Un transfert important de cet argent vers les industries de guerre permettrait de réduire fortement les pressions spéculatives.

Il s'agit là, bien évidemment, d'hypothèses valables sur le moyen et long terme. Et dans l'immédiat? De nombreux experts craignent que les prix ne subissent des tensions, mais cette observation est davantage une réflexion psychologique sur la situation qu'un risque réel. Des ralentissements dans les livraisons et des boycotts sur les oléoducs (menaces déjà ouvertement annoncées par les Palestiniens) auront certainement lieu aux dires de certains, cependant la situation pousse les pays arabes à continuer, voire à augmenter, leurs ventes de pétrole.

Tout dépendra des positions politiques qu'adopteront les gouvernements. Il est clair, par exemple, que les compagnies américaines seront fortement influencées par la branche pro-israélienne présente à Washington.

Et qu'en est-il de l'Italie? Notre pays, tout comme la France et l'Allemagne, est considéré aujourd'hui comme l'un des interlocuteurs privilégiés des pays arabes sur la question du pétrole. Cela étant, notre Office national des hydrocarbures (ENI) possède une série de puits d'extraction dans la péninsule du Sinaï, théâtre actuel des conflits entre Égyptiens et Israéliens. Il s'agit de concessions que l'ENI a obtenues il y a plusieurs années de cela du Caire lorsque le Sinaï était sous le contrôle de l'Égypte. Après la guerre des six jours, l'entreprise publique a conclu un accord avec le gouvernement de Tel-Aviv: celui-ci a permis à notre compagnie de poursuivre ses opérations à condition, toutefois, que toute la matière brute extraite soit vendue à Israël. Une interruption forcée du travail des pompes n'aurait donc de conséquences qu'au niveau budgétaire pour l'ENI, mais aucune incidence sur nos approvisionnements puisqu'ils ne proviennent pas du Sinaï. Quoi qu'il en soit, les menaces de boycott des oléoducs imposent à notre gouvernement de suivre attentivement la situation dans laquelle se trouvent nos réserves nationales: samedi, des décisions ont été prises limitant les exportations en gaz de ville et des mesures analogues pourraient s'avérer utiles, du moins provisoirement, dans le secteur des transports, c'est-à-dire sur le gasoil et l'essence.

La machine de guerre et l'industrie israélienne sont, elles, entièrement dépendantes de l'extraction du pétrole dans le Sinaï: et l'hypothèse selon laquelle les forces égyptiennes viseraient principalement les puits de pétrole de la péninsule est de plus en plus répandue.

Massimo Riva